



Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques

Distr.
GENERALE

CCPR/SP/50
22 août 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

REUNION DES ETATS PARTIES
Dix-septième session
New York
7 octobre 1997

ELECTION, EN APPLICATION DES ARTICLES 28 A 34 DU PACTE INTERNATIONAL
RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES, DESTINEE A POURVOIR
UN SIEGE DEvenu VACANT AU COMITE DES DROITS DE L'HOMME

Note du Secrétaire général

1. En application de l'article 30, paragraphe 4, et de l'article 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la dix-septième réunion des Etats parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies, pour le mardi 7 octobre 1997, afin de pourvoir un siège devenu vacant au Comité des droits de l'homme en raison du décès de Mme Laure Moghaizel (Liban), qui avait été élue à la seizième Réunion des Etats parties et dont le mandat venait à expiration le 31 décembre 2000. Pour information, la composition actuelle du Comité des droits de l'homme est rappelée à l'annexe I ci-après.
2. En application de l'article 33, paragraphe 2, et de l'article 34 du Pacte, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 16 juin 1997, a prié les Etats parties de désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, des candidats à l'élection de membre du Comité et ce dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 15 août 1997.
3. En application des dispositions de l'article 34, paragraphe 2, du Pacte, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer dans la liste ci-dessous les noms des personnes dont la candidature a été présentée pour élection au Comité des droits de l'homme, en indiquant les Etats parties qui les ont présentées. Leur curriculum vitae figure à l'annexe II.

Nom du candidat

Présenté par

M. Maurice Glèlè-Ahananzo
Mme Sonia Marlina Dubon de Flores
M. Mohammed Tarawneh
M. Abdallah Zakhia

Bénin
Honduras
Jordanie
Liban

Annexe I

COMPOSITION DU COMITE DES DROITS DE L'HOMME
1997-1998

M. Nisuke ANDO*	JAPON
M. Prafullachandra Natwarlal BHAGWATI*	INDE
M. Thomas BURGENTHAL*	ETATS-UNIS D'AMERIQUE
Mme Christine CHANET*	FRANCE
Lord COLVILLE**	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
M. Omran EL SHAFEI*	EGYPTE
Mme Elizabeth EVATT**	AUSTRALIE
M. Eckart KLEIN*	ALLEMAGNE
M. David KRETZMER*	ISRAEL
Mme Pilar GAITAN DE POMBO**	COLOMBIE
M. Rajsoomer LALLAH**	MAURICE
Mme Cecilia MEDINA QUIROGA*	CHILI
M. Fausto POCAR**	ITALIE
M. Julio PRADO VALLEJO*	EQUATEUR
M. Martin SCHEININ**	FINLANDE
M. Danilo TÜRK**	SLOVENIE
M. Maxwell YALDEN**	CANADA

* Mandat venant à expiration le 31 décembre 1998.

** Mandat venant à expiration le 31 décembre 2000.

Annexe II

CURRICULUM VITAE

M. Maurice Glèlè Ahananzo
(Bénin)

Le curriculum vitae, lorsqu'il aura été reçu par le secrétariat, sera reproduit dans l'additif 1 au présent document.

Mme Sonia Marlina Dubon Villeda

(Honduras)

Lieu de naissance : El Paraíso, département de Copán

Date de naissance : 24 octobre 1959

Etat civil : Mariée

Expérience professionnelle

Expérience en matière judiciaire

Successivement (entre 1980 et 1991), avouée, conseillère juridique ad honorem,

secretaire du greffe, huissier de justice, greffier, procureur

Expérience en matière administrative

Successivement secrétaire administrative (classe I), secrétaire administrative

(classe II), assistante technique (classe I), assistante technique spéciale

(classe II), puis sous-chef de bureau

Expérience dans le domaine des droits de l'homme

Analyste Département des plaintes du bureau du Commissaire

national pour les droits de l'homme (1991-1992)

Directrice Département de la protection et de l'assistance

humanitaire du bureau du Commissaire national pour

les droits de l'homme (1992-1994)

Procureur spécial chargé

Ministère public (1994 à ce jour)

Représentante du bureau du Commissaire national pour les droits de l'homme à

la Commission présidentielle d'intervention de la prison centrale

A collaboré à la rédaction du rapport "Los hechos hablan por si mismos" du

bureau du Commissaire national pour les droits de l'homme (1993)

Membre du Conseil de direction du barreau du Honduras (1994-1996)

Représentante du Ministère public à la Commission interinstitutionnelle de

haut niveau pour la solution amiable des plaintes contre l'Etat du Honduras

portées devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme (1997)

Coordinatrice des travaux d'exhumation réalisés dans la région sud du pays en vue de l'identification scientifique du citoyen hondurien Nelson MacKay Chavarria, détenu disparu le 21 février 1982 (ce cas de disparition forcée a été le premier, au Honduras, pour lequel il a été procédé à une identification complète, en collaboration avec une équipe d'anthropologues spécialistes de médecine des droits de l'homme venue des Etats-Unis d'Amérique). Actuellement les responsables de ce crime sont sous le coup d'une inculpation judiciaire et ils sont recherchés par la police hondurienne

Coordinatrice de l'équipe de travail qui a participé à l'exhumation du citoyen hondurien Gustavo Adolfo Morales Funez, détenu disparu le 18 mars 1984. En raison du mauvais état des ossements, il a été impossible d'obtenir une identification par l'ADN. Le cas a donc été soumis à la justice, qui a déclaré que les restes exhumés appartenaient au citoyen Gustavo Adolfo Morales Funez. Au niveau judiciaire, la procédure pénale contre les auteurs de ce crime suit son cours

Titres universitaires

Licenciée en sciences juridiques et sociales, Université nationale autonome du Honduras (1987)

Avocate et notaire certificateur - titres reconnus par la Cour suprême de justice (1996)

Activités professionnelles *

Atelier sur les moyens de communication et les droits de l'homme, Institut interaméricain des droits de l'homme, Cartagena de Indias (Colombie), avril 1997

Procédures d'établissement des rapports à l'intention des organismes internationaux chargés de suivre la mise en oeuvre des instruments internationaux, Organisation des Nations Unies, Mar del Plata (Argentine), novembre 1996

La situation des droits de l'homme au Honduras, Institut interaméricain des droits de l'homme, Tegucigalpa (Honduras), mai 1996

Séminaire-atelier sur les techniques de traitement des victimes de torture, Centre de prévention, de traitement et de réadaptation des victimes de torture et des membres de leur famille, Tegucigalpa (Honduras), février 1996

Séminaire-atelier sur la justice, la paix et les droits de l'homme, Service justice et paix, La Paz (Bolivie), décembre 1995

*La liste complète est disponible au secrétariat.

M. Mohammed Saleem al Tarawneh
(Jordanie)

Lieu et date de naissance : Karak, 15 août 1959

Etat civil : Marié

Expérience professionnelle

Clerc de justice	1982-1983
Juge de première instance	1984-1988
Juge de deuxième instance	1988 à ce jour

Education

Université du Caire	Licence de droit	1978-1982
Université de Jordanie	Maîtrise de droits de l'homme	1986-1989
Université du Liban	Doctorat de droits de l'homme	en cours
Université de Lund	Diplôme de droits de l'homme	1995

Recherches et études

Les droits de l'homme en Jordanie, étude comparative au regard du droit international, Université de Jordanie, 1989

Les droits de l'homme dans la législation, thèse de doctorat pour l'Université du Liban (en préparation)

Etudes sur les droits de l'homme, 1996

Travaux de recherche présentés au Centre pour les droits de l'homme à Genève *

Conférences et séminaires

Séminaire de droit international sur les droits de l'homme, Amman, 1992

Séminaire sur la protection des réfugiés, Amman, 1986

Séminaire sur les droits de l'homme, Amman, 1992

*La liste est disponible au secrétariat.

Séminaire sur les relations entre l'islam et les normes internationales
dans le domaine des droits de l'homme, Amman, 1994

Programme international d'études avancées sur les droits de l'homme, Lund
(Suède), 1995

Séminaire sur l'assistance juridique à la Bosnie-Herzégovine, Ankara
(Turquie), 1996

Colloque juridique Etats-Unis - Jordanie, Amman, 1995

Table ronde sur la mise en oeuvre du droit international humanitaire au niveau
national, Amman, 1997

Les droits de l'homme et le système judiciaire, Amman, 1996

Le rôle du système judiciaire dans la protection des droits de l'homme,
Amman, 1995

Affiliation à des associations

Organisation arabe des droits de l'homme
Jordanian Law Society
Jordan Environment Society
Jordanian Society for Human Rights

M. Abdallah Zakhia
(Liban)

Né en 1932, deux enfants

Nationalités libanaise et française

Avocat conseil spécialisé dans les droits de l'homme et la législation de l'environnement

Membre du barreau de Beyrouth

Diplômé de droit français et libanais, Université de Saint-Joseph, Beyrouth, 1956

Membre de la délégation libanaise aux réunions de l'UNESCO sur le patrimoine mondial de Paris et Mexico

Membre permanent chargé des questions de l'environnement, Fondation du patrimoine national

Responsable des questions de l'environnement, Association libanaise des droits de l'homme; membre du Comité administratif

Conseiller juridique et consultant (droit et environnement)

Guild of Engineers of Beyrouth

Nautical Research Center, Beyrouth

PNUD

PNUE/Banque mondiale

FAO

Membre du Comité national pour la lutte contre la désertification

Fonctions occupées dans l'enseignement

Chargé de cours (droit de l'environnement et droit rural à l'Université de Kaslik et à l'Université de Saint-Joseph à Beyrouth

Participation à des conférences internationales

Conférence sur les réserves naturelles et la protection de la faune et de la flore : Liban et Amman (1995), Tunisie (1996)

Réunions sur le patrimoine mondial de Paris et Mexico (1996)

Activités diverses en relation avec les droits de l'homme

Conférences, articles, publications, études, programmes télévisés, débats, conférences nationales, ateliers, etc., sur les droits de l'homme en général et sur les droits de la femme en particulier depuis 1956 et sur le droit de l'environnement en tant que partie intégrante des droits de l'homme depuis 1972

Réalisations *

Participation à la préparation de lois et autres dispositions réglementaires */

Conseiller du Ministre de l'environnement pour la législation, en particulier :

- Projet de loi sur l'environnement
- Projet de décret relatif à l'impact sur l'environnement
- Projet de loi sur les réserves naturelles
- Projet de loi portant révision du statut du Ministre de l'environnement
- Divers projets de loi portant création de nouvelles réserves naturelles

Langues : maîtrise parfaite de l'arabe et du français (oral et écrit)

*La liste complète est disponible au secrétariat.